

DREAL-PDL-Unité interdépartementale Anjou Maine
Rue du Cul d'Anon
49183 Saint Barthélémy d'Anjou
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-
durable.gouv.fr

Saint Barthélémy d'Anjou, le 6 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BEZARD REMY TP SARL

La Planchette
72390 Lavaré

Références : 2023-251-INSP-RAP-NG-BEZARD-TP-LAVARE
Code AIOT : 0006300631

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2023 dans l'établissement BEZARD REMY TP SARL implanté La Palaine et La Grouas 72390 Lavaré. L'inspection a été annoncée le 02/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BEZARD REMY TP SARL
- La Palaine et La Grouas 72390 Lavaré
- Code AIOT : 0006300631
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La sablière située au lieu-dit La Planchette à Lavaré bénéficie de l'arrêté préfectoral n°2013200-0023 du 25 juillet 2013 autorisant l'exploitation de la carrière pour une durée de 30 ans avec une production annuelle maximale de 30 000 tonnes (25 000 tonnes en moyenne).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan d'exploitation et phasage ;
- Eaux souterraines ;

- Déchets inertes ;
- Bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan	Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 2.4.8	/	Sans objet
2	Aménagements préliminaires.	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5	/	Sans objet
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 3.2.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Contrôle des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 3.5.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est exploitée en relation avec le phasage prévu par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les données d'exploitation (phasage, cote d'extraction, périmètre autorisé et abords dans un rayon de 50 mètres, bornes, zones d'extraction, zones de stockage des déchets inertes admis sur le site, délaissés) sont des éléments disponibles sur plusieurs plans. Ces données doivent être mises à jour annuellement sur un même plan qui doit être disponible au niveau du lieu d'exploitation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 2.4.8
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'installations
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie de l'exploitation et n'excédant pas 1/2500 est établi et mis à jour tous les ans. Sur ce plan sont reportés : —les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, —les bords de fouille (avancement de l'exploitation), —les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, —la position des ouvrages situés en surface et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en

<p>vertu de réglementations spéciales.</p> <p>Doivent également apparaître de manière distincte sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les zones en cours d'exploitation, — les zones exploitées et réaménagées et la nature du réaménagement effectué, — les zones exploitées en cours de réaménagement, - — les futures zones à exploiter.
<p>Constats :</p> <p>Le plan topographique d'exploitation a été mis à jour le 3 avril 2023.</p> <p>Il contient les cotes d'extraction ainsi que le phasage d'extraction prévu, les parcelles autorisées et les limites du périmètre autorisé. Il n'est pas légendé.</p> <p>L'exploitant dispose, en outre d'un plan de circulation légendé, contenant les informations des différentes zone d'exploitation (extraction, remblais, chargement/déchargement, stockage de matériaux, zones réaménagées, emplacement des installations et limites de site).</p> <p>Celui-ci n'est pas daté.</p> <p>Ces plans sont disponibles au siège de l'exploitation à environ 1 km du site.</p> <p>Le plan d'exploitation n'est pas disponible sur site au niveau du bureau de bascule.</p> <p>Le plan général d'exploitation remis lors de l'inspection date de mars 2012.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il convient de faire réaliser, chaque année, un plan général d'exploitation reprenant les éléments prescrit à l'article 2.4.8 du 25 juillet 2013.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 2 : Aménagements préliminaires.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bornage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> ° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. <p>Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>
<p>Constats :</p> <p>La présence de bornes est recherchée par sondage lors de l'inspection sur site. Aucune borne n'a pu être visualisée lors de l'inspection.</p>
<p>Observations :</p> <p>Il y a lieu de repérer les bornes en place et de les maintenir en place jusqu'à la cessation définitive d'activité conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p> <p>Ces bornes peuvent être matérialisées sur le plan d'exploitation tenu à jour chaque année pour faciliter le suivi de celles-ci.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance souterraine</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de surveillance piézométrique de la nappe souterraine est mis en place.</p> <p>Ce réseau est composé des deux piézomètres existants situés aux lieux-dits « La Palaine » et « La Grouas » et d'un troisième piézomètre qui sera implanté en aval hydraulique du sens d'écoulement</p>

de la nappe, après accord de l'inspection des installations classées et validation du sens d'écoulement de la nappe.

Ce troisième piézomètre devra être implanté dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dès réalisation, un plan de situation de l'ensemble des piézomètres sera communiqué à l'inspection des installations classées.

Ce réseau fait l'objet d'un suivi des niveaux piézométriques et de la qualité des eaux de la nappe par des analyses de l'ensemble des paramètres listés à l'article 2.5.2.2 du présent arrêté.

Ce suivi est effectué au moins une fois par semestre, une fois en période de basses eaux (fin de l'été) et une fois en période de hautes eaux (fin de l'hiver), et sur chacun des trois piézomètres.

Les résultats de ces contrôles et les conclusions apportées par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Au vu des résultats et/ou des modifications apportées dans l'exploitation de la carrière (par exemple, arrêt de l'apport de sables de fonderie), l'exploitant pourra présenter une demande argumentée d'adaptation de la fréquence des mesures.

Si les résultats mettent en évidence une aggravation de la qualité des eaux souterraines en aval du site, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si l'établissement est à l'origine ou non de cette aggravation. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats :

L'exploitant réalise le suivi des 3 piézomètres en place 2 fois par an (basses et hautes eaux). La profondeur des eaux souterraines est relativement stable d'une année sur l'autre selon les comptes-rendus de suivi de 2021 et 2022.

L'analyse de la qualité des eaux souterraine pointe la présence de PCB en amont du site.

Les comptes-rendus d'analyse de la qualité des eaux souterraines de 2021 et 2022 relèvent que la teneur en sulfate est supérieur au seuil réglementaire fixé à 205 mg/l par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique (annexe 1-IIb) pour les 2 piézomètres en aval du site.

En décembre 2022, la valeur relevée en sulfates est de 590 pour le PZ2 et 270 pour le PZ3.

En novembre 2021, la valeur relevée en sulfates est de 760 pour le PZ2 (700 mg/l en avril et 970 en juin 2021).

Observations :

Il convient de chercher à expliciter dans les comptes-rendus de surveillances des eaux souterraines les raisons pour lesquelles sont relevées des valeurs supérieures aux normes réglementaires en ce qui concerne le sulfate.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/07/2013, article 3.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser dans l'année suivant la notification du présent arrêté et ensuite tous les 3 ans et à ses frais, une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences par une personne ou un organisme qualifié selon une procédure et aux emplacements les plus représentatifs des bruits émis par son établissement après accord de l'inspection des installations classées.

(...)

Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Les résultats de ces mesures des émissions sonores sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les mesures correctives nécessaires en cas de dépassement des valeurs réglementaires.
Constats : L'exploitant fait réaliser les mesures de bruits prescrites par l'article 3.5.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juillet 2013. La dernière mesure de bruit a été effectuée le 2 juin 2022. Aucune non-conformité n'a été relevée. Les mesures réalisées le 25 juillet 2019 ne montraient pas non plus d'anomalie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet